

I. 2. b. 7.

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

FRANCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JAN 1968

STATISTIQUES DE BASE DE LA FRANCE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	551	Villes principales (recensement de 1962), habitants :	
Terres arables (milliers de km ²)	208	Paris	2 811 000
		Marseille	784 000
		Lyon	636 000

LA POPULATION

Population totale (mi-1966)	49 400 000	Main-d'œuvre civile 1966 (estimation)	19 736 000
Densité au km ²	90	Immigration de main-d'œuvre (1966, travailleurs étrangers permanents)	132 000
Accroissement annuel net (moyenne 64-66)	517 000		
Taux d'accroissement naturel pour 1 000 habitants (moyenne annuelle 1964-66)	6,9		

LA PRODUCTION

Produit national brut aux prix du marché en 1966 (milliards de F)	500,5	Origine du produit domestique brut aux prix du marché en 1966 :	
Produit national brut par habitant (dollars des États-Unis, 1966)	2 060	— agriculture et sylviculture	7,4 %
Formation brute de capital fixe en 1966 :		— industries manufacturières et extractives	36,5 %
— en pourcentage du PNB	21,8	— construction	9,0 %
— par habitant (en dollars des États-Unis)	450	— autres	47,1 %

L'ÉTAT

Dépenses courantes du secteur public en 1966 (en pourcentage du PNB)	34,7	Composition du Parlement (nombre de sièges) :	
Recettes courantes du secteur public en 1966 (en pourcentage du PNB)	39,3		Assemblée Nationale Inscrits Appar.
Investissements fixes financés par l'État en 1966 (en pourcentage du PNB)	3,2	U.D.-V ^e République	179 22
		Républicains indépendants	41 3
		Progrès et démocratie moderne	38 3
		Fédération de la gauche démocrate et socialiste	116 5
		Parti communiste français	71 2
		Divers	7 —
			452 35
		Total	487

LE NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1964-65)	2 900	Nombre de voitures de tourisme pour 1 000 habitants (fin 1966)	214
Consommation nette d'électricité par habitant (1966), en kWh	2 035	Salaire horaire moyen dans l'industrie des métaux de la région parisienne, en 1966, ensemble des ouvriers, en F	4,32
Nombre de récepteurs TV pour 1 000 habitants (fin 1966)	153		

LE COMMERCE EXTERIEUR

<i>Exportations :</i>		<i>Importations :</i>	
Exportations de biens et services, en pourcentage du PNB (y compris la zone franc) en 1966	14,5	Importations de biens et services en pourcentage du PNB (y compris la zone franc) en 1966	14,3
Principaux produits exportés, en pourcentage des exportations totales (1966) :		Principaux produits importés en pourcentage des importations totales (1966) :	
— Produits alimentaires, boissons et tabac	15,9	— Produits alimentaires, boissons et tabac	16,2
— Machines et construction électrique	15,9	— Machines et construction électrique	15,4
— Matériel de transport	8,6	— Énergie et lubrifiants	13,8
— Produits sidérurgiques	8,5	— Produits chimiques	5,8
— Produits chimiques	7,2	— Produits sidérurgiques	5,2

LA MONNAIE

Unité monétaire : le franc.

Nombre d'unités monétaires par dollar des États-Unis : 4,937.

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC' PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 706

FRANCE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en janvier 1968.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution récente de la conjoncture	5
Principales composantes de la demande	8
La politique économique en 1967	20
II Les perspectives pour 1968	26
Conclusions	28
Annexe statistique	30

LISTE DES TABLEAUX

<i>a) TABLEAUX DU TEXTE</i>	
1 Compte des ménages	11
2 Indicateurs de la construction résidentielle	13
3 Compte des entreprises non financières	15
4 Emissions de valeurs mobilières	16
5 Les comptes de la nation	19
6 Compte des administrations	21
7 Exécution de la loi de finances et opérations du Trésor	23
8 Bilan consolidé du système bancaire	24
9 Crédits à l'économie	
 <i>b) ANNEXE STATISTIQUE</i>	
A Principaux agrégats de la comptabilité nationale	33
B Indicateurs de l'activité économique	34
C Prix et salaires	35
D Monnaie et crédit	36
E Commerce extérieur	37
(i) Commerce total	
(ii) Répartition géographique	
F Balance des paiements entre la France métropolitaine et les pays étrangers à la zone franc	39
(i) Règlement	
(ii) Transactions	

PAGE BLANCHE

INTRODUCTION

Malgré une politique budgétaire de stimulation de la demande, l'évolution de l'économie française en 1967 a confirmé les craintes exprimées dans la dernière Étude de l'OCDE. L'expansion de la demande globale s'est considérablement ralentie. Aux facteurs de faiblesse qu'avaient constitués, en 1966, la crise de la construction résidentielle et le ralentissement des exportations¹, est venue s'ajouter en 1967 une hésitation de la demande des consommateurs. Les effets du ralentissement de la demande finale semblent avoir été amplifiés par la tendance du commerce à réduire le niveau des stocks. La production industrielle est restée pratiquement stationnaire du milieu 1966 au milieu 1967 et, à partir du printemps 1967, l'accroissement du chômage s'est sensiblement accéléré. Cependant, une amélioration de la conjoncture est en cours depuis l'été.

Les autorités ont eu recours, en 1967, à une politique budgétaire active qui a sans doute contribué à atténuer l'affaiblissement de la conjoncture. Mais en 1968, en fonction de l'introduction d'un certain nombre de réformes structurelles, l'effet global net de l'action du secteur public sur la demande, risque d'être restrictif. Pour le reste, l'espoir d'une amélioration substantielle de la situation en 1968 dépend surtout des modifications autonomes ou spontanées de la demande des consommateurs et des exportations, ce qui rend les perspectives particulièrement incertaines.

Dans sa première partie, la présente Étude retrace l'évolution de l'économie en 1967. Les perspectives pour 1968 sont discutées dans une deuxième partie. Les conclusions sont consacrées aux problèmes qui se posent à la politique économique.

I ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA CONJONCTURE

Le ralentissement de l'expansion de la production avait déjà commencé au deuxième semestre 1966. L'indice de la production industrielle, saisonnièrement ajusté, n'a montré qu'une très faible progression après juillet

1 Ces facteurs ont été analysés dans l'*Étude* 1966-67 de l'OCDE, p. 23 et 24.

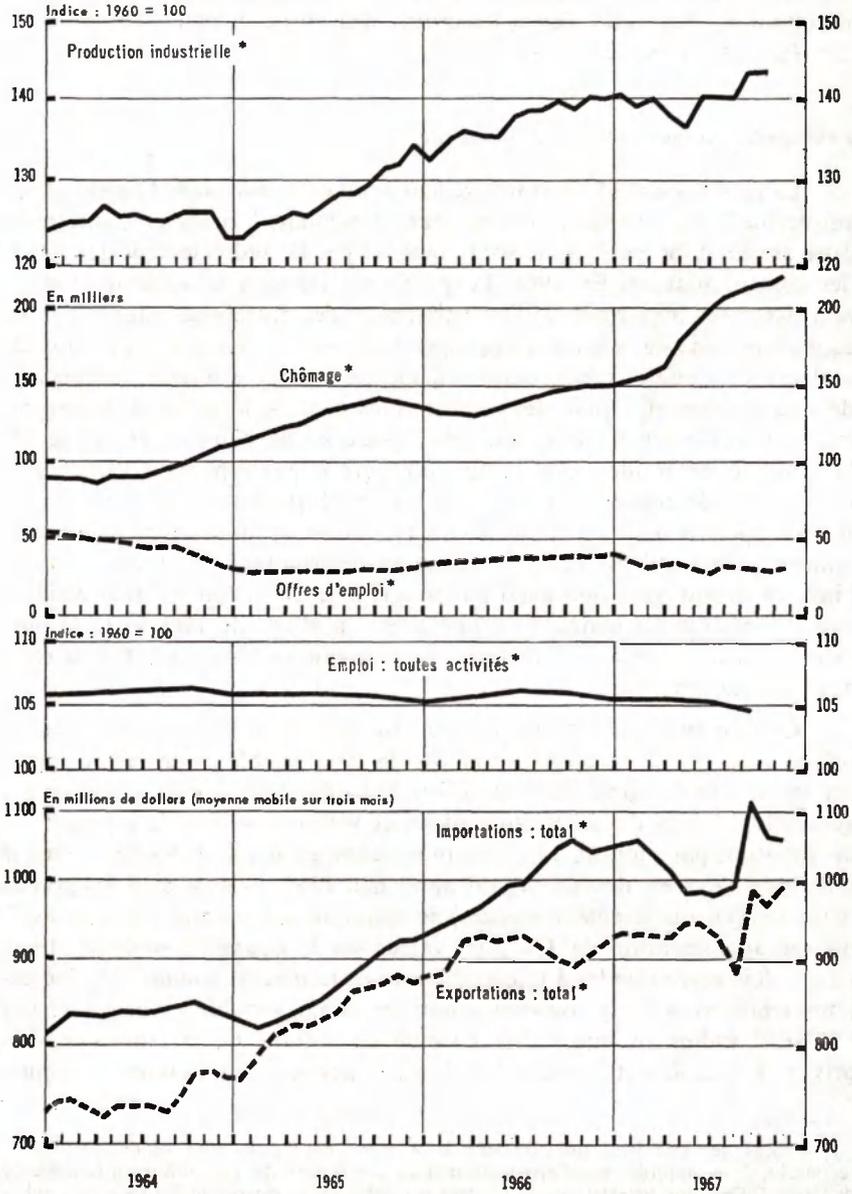
1966; il a reculé d'environ 2 % entre décembre 1966 et mai 1967 (il est vrai que les résultats d'avril et de mai ont été affectés par des mouvements de grève). Comme on le sait, cet indice est imparfait; en particulier, il ne saisit que très incomplètement la production de biens d'équipement qui, d'après d'autres indications, semble avoir continué sa progression jusqu'à l'été 1967. Mais il n'y a guère de doute sur la réalité d'un ralentissement très fort, sinon même d'une stagnation complète de la production entre l'été 1966 et l'été 1967. Le déclin de la production textile, ininterrompu depuis l'été 1966, a atteint 9 % en un an; celui des voitures de tourisme, presque 13 %. La métallurgie de base et la transformation des métaux sont pratiquement stationnaires depuis l'été 1966. Seule l'industrie de la construction a continué à progresser à rythme d'ailleurs modéré (2 à 3 %, en taux annuel). La dégradation de la situation de l'industrie semble s'être arrêtée à partir de juin 1967; les dernières enquêtes de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise, concernant leur production courante et leurs perspectives à court terme, indiquent une amélioration progressive et la production industrielle a montré une augmentation importante en septembre et octobre.

La détérioration de la conjoncture s'est répercutée sur l'emploi, d'autant plus fortement que la situation du marché du travail s'était peu améliorée lors de la reprise de 1965-66. L'emploi dans l'ensemble des activités, après un maximum atteint en 1964, avait continué à décliner jusqu'à la fin 1965; après un léger redressement au premier semestre 1966, il a de nouveau diminué à partir de l'automne de cette même année. Les mouvements de l'emploi dans l'industrie manufacturière ont été similaires et un peu plus accentués. Seule la durée moyenne du travail a augmenté pendant la reprise de 1965-1966, tout en restant constamment inférieure au maximum atteint en 1963-1964; elle a diminué de nouveau à partir du quatrième trimestre 1966. La variation de l'emploi total (nombre d'employés multiplié par la durée du travail) est restée très faible pendant la reprise de 1965-1966. Cette absence d'effet multiplicateur, qui a fortement contribué à limiter la vigueur de la reprise, est frappante; son explication semble devoir être cherchée dans l'accumulation de réserves de productivité potentielle dans les entreprises depuis 1963, que la reprise limitée de 1965-1966 n'a pas suffi à épuiser.

Quoi qu'il en soit, la stabilité de la demande de force de travail, combinée avec l'accroissement naturel de la population en âge de travailler — plus rapide depuis quelques années — a fait que le chômage n'a décliné que pendant une brève période (septembre 1965-mars 1966), après quoi il a recommencé à augmenter. Son augmentation est restée lente jusqu'au printemps 1967 mais s'est brusquement accélérée depuis. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites (saisonnièrement ajusté) est passé de 168 000 en mars à 225 000 en décembre 1967 — ce dernier chiffre correspondant, selon le mode de calcul habituellement utilisé par les services

France

Graphique 1 Indicateurs conjoncturels



* Séries corrigées des variations saisonnières.

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

français à environ 400 000 personnes à la recherche d'un emploi. Les offres d'emploi non satisfaites, qui avaient modérément augmenté en 1966, ont de nouveau baissé en 1967. Toutefois, depuis juillet 1967, les offres d'emploi se sont stabilisées et l'accroissement des demandes d'emploi non satisfaites s'est ralenti.

Principales composantes de la demande

La reprise de 1965 avait trouvé son point de départ dans l'amélioration substantielle du compte extérieur courant pendant le premier semestre de cette année, dont les effets se sont amplifiés par un redressement des achats des consommateurs. En 1966, l'expansion a été surtout soutenue par un accroissement important de l'investissement des entreprises (aussi bien en capital fixe que dans les stocks), cependant que les autres composantes de la demande s'affaiblissaient sensiblement. Le compte extérieur, en fonction de l'accroissement rapide des importations et d'un léger recul des exportations après le deuxième trimestre de l'année, est devenu un facteur négatif; la construction résidentielle n'a guère progressé par rapport à 1965; enfin, la demande de consommation privée a montré quelques signes de ralentissement après le milieu de l'année. En 1967, c'est la faiblesse de la consommation privée qui est devenue l'élément déterminant de la conjoncture; l'investissement fixe, aidé aussi par une reprise de la construction résidentielle, semble avoir maintenu à peu près son allure de 1966 et le compte extérieur a commencé à s'améliorer de nouveau, surtout du fait d'un recul des importations.

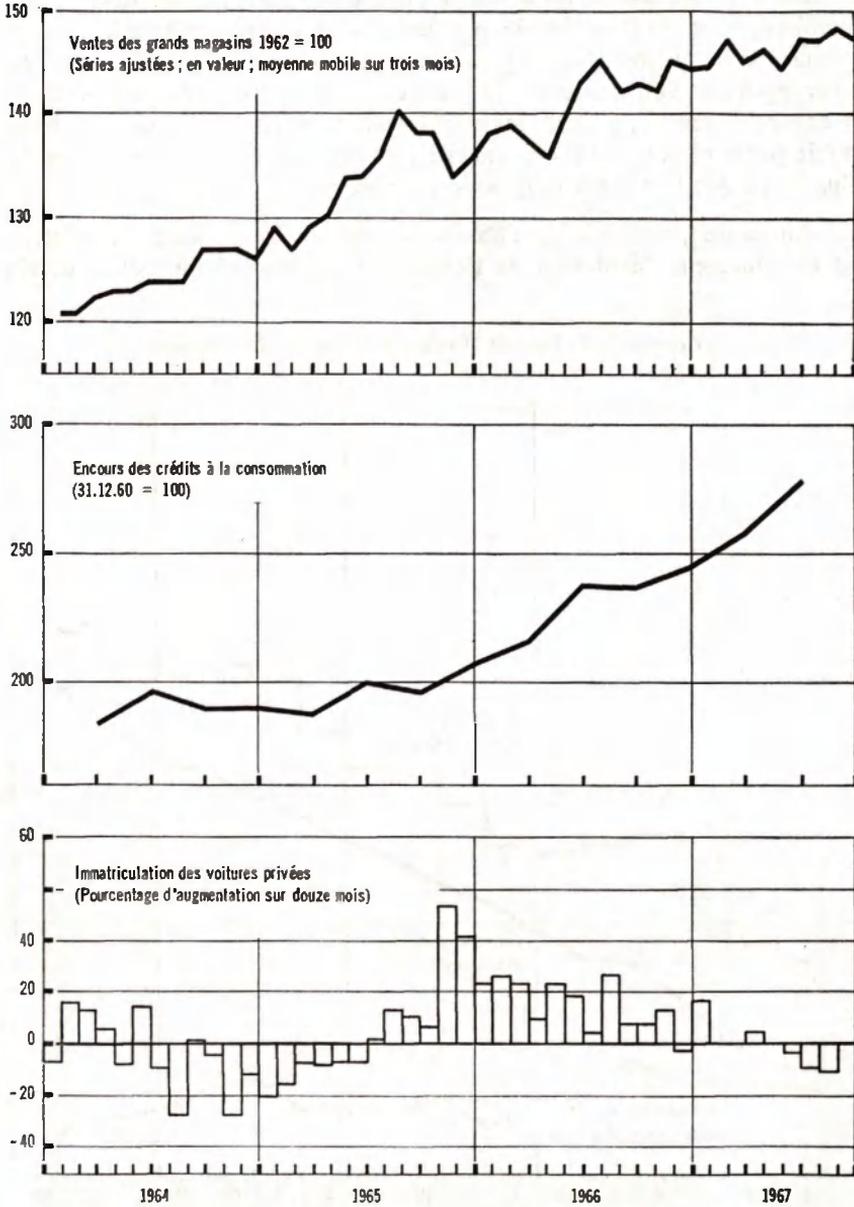
Le ralentissement de l'expansion de la demande de consommation privée au cours de la deuxième moitié de 1966 semble avoir surtout porté sur les achats des gros biens durables. Mais en 1967, il s'est certainement généralisé. A côté des immatriculations de voitures — dont le pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, en baisse continue depuis le milieu de 1966, est devenu négatif après mai 1967 — les ventes des grands magasins (saisonnièrement ajustées) ne montrent, au premier semestre 1967, qu'une augmentation de 1,4 % en valeur sur le deuxième semestre 1966, ce qui doit correspondre à une stagnation en termes de volume. Les indicateurs trimestriels de la consommation des ménages publiés récemment par l'INSEE¹ indiquent une baisse absolue du volume de la consommation privée au deuxième trimestre, étendue à toutes ses composantes y compris

1 Les services français calculent le nombre de "personnes se déclarant à la recherche d'un emploi" par l'application d'un coefficient de correction au nombre de demandes d'emploi enregistrées. Il est très probable qu'en raison de l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 1967 des nouvelles dispositions concernant l'indemnisation du chômage, le nombre de demandes d'emplois a été majoré et que le coefficient doit être modifié.

2 *Etudes et Conjoncture*, Supplément n° 8 (août 1967), p. 74.

France

Graphique 2 Indicateurs de la consommation privée

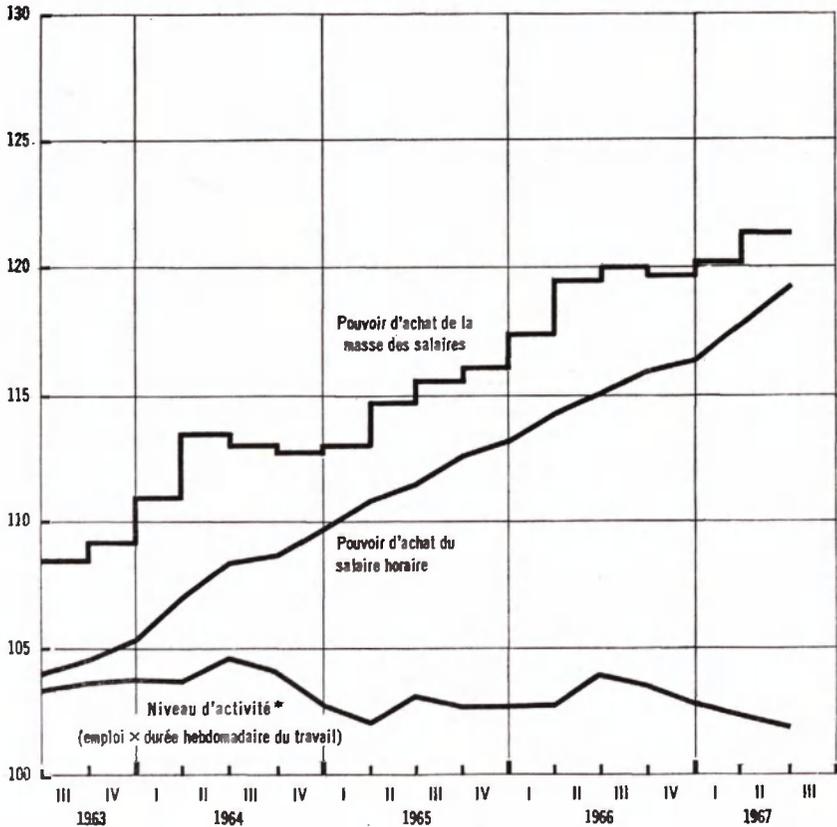


Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques; INSEE, Bulletin mensuel de statistique.

les achats de produits alimentaires. Certaines indications partielles (notamment les ventes des grands magasins) font penser que la détérioration de la situation s'est arrêtée au cours de l'été. Cette amélioration devrait vraisemblablement être confirmée par les résultats du dernier trimestre de l'année. Mais au total, la progression de la consommation privée en 1967 par rapport à 1966 ne dépassera pas beaucoup 3 % en termes de volume; et encore ce sera là, pour la majeure partie, un « effet de profil », reflétant le fait que le niveau de la consommation, à la fin de 1966, était sensiblement plus élevé que le niveau moyen de l'année.

La cause principale de l'affaiblissement de la consommation privée est certainement l'évolution de l'emploi et du marché du travail décrite

Graphique 3 Pouvoir d'achat de la masse des salaires
1962 = 100



* Données corrigées des variations saisonnières.

Sources : INSEE, OCDE.

Tableau 1 Compte des ménages
Valeurs courantes; chiffres absolus et accroissement en pourcentage
En millions de francs

	1966		1967 Estimations actuelles ¹		1968 Prévisions	
		%		%		%
Revenu brut des ménages	403 332	7,8	432 142	7,1	463 156	7,1
<i>dont</i> : salaires nets	173 844	8,0	186 022	7,0	198 740	6,8
prestations sociales et assistance	90 158	10,3	99 316	10,2	108 473	9,2
revenu brut des entrepreneurs indépendants	102 990	4,9	107 096	4,0	111 845	4,4
intérêts, dividendes et fermages	11 589	7,4	12 196	5,2	13 018	6,7
autres ressources	24 751	9,7	27 512	11,2	31 080	13,0
<i>moins</i> : cotisations sociales	5 455	19,6	6 594	20,9	7 733	17,3
impôts directs	22 276	7,1	24 683	10,8	27 213	10,2
divers	20 650	8,6	22 428	8,6	24 317	8,4
Revenu disponible des ménages	354 951	7,6	378 437	6,6	403 893	6,7
Consommation	307 146	8,1	327 867	6,7	350 660	7,0
Investissements en logement	22 540	2,1	23 276	3,2	24 684	6,0
Investissements des entrepreneurs individuels	5 963	1,0	6 550	9,8	6 862	4,8
Épargne « disponible »	19 302	19,1	20 744	7,5	21 687	4,5

¹ Estimations officielles d'octobre 1967

Source : Ministère des Finances : Comptes prévisionnels pour 1967 et principales hypothèses économiques pour 1968.

plus haut. D'après les statistiques courantes, il y a eu, du troisième trimestre 1966 au troisième trimestre 1967, une diminution d'environ 2,5 % du total des heures prestées pour l'ensemble des activités et de presque 3,5 % pour l'industrie manufacturière. Les statistiques semblent cependant surestimer la réduction de l'emploi du fait de leur couverture partielle. Compte tenu de cette correction et de la hausse des prix à la consommation (d'environ 2,5 % pendant cette période), l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse salariale a dû être inférieure à 2 %, contre 3,5 % pendant les douze mois précédents. Fait remarquable, l'évolution défavorable du marché du travail et l'augmentation marquée du chômage en 1967 n'ont guère influencé l'évolution des taux des salaires, qui ont été aussi peu affectés par l'affaiblissement conjoncturel de 1967 que par la reprise de 1965-1966. En fait, après la flambée de 1962-1963 où leur rythme d'augmentation annuel avait atteint 8,5 %, les taux de salaire augmentent, depuis le début 1965, à un rythme qui s'écarte peu de 6 % par an et semble peu sensible aux changements de la conjoncture.

Outre la décélération de la masse des salaires nets — que les prévisions officielles estiment à 1 % de 1966 à 1967, mais qui semble devoir être plus proche de 2 à 3 % — d'autres facteurs ont influencé défavorablement en 1967 l'évolution du revenu disponible des ménages. Le revenu des entrepreneurs indépendants, reflétant lui aussi le ralentissement de l'activité, est sans doute en train de s'accroître moins vite qu'en 1966. Les charges des ménages afférentes aux cotisations sociales (qui ont été relevées à partir du 1^{er} octobre) et aux impôts directs (assis sur les revenus de 1966) devraient augmenter plus rapidement qu'en 1966. Mais cette augmentation sera atténuée par diverses mesures prises au cours de 1967 (augmentation des rémunérations des fonctionnaires, allègement de l'impôt pour les petits contribuables, extension et augmentation des allocations de chômage). Au total, le revenu disponible net des ménages, qui avait augmenté de 7,6 % en 1966, ne semble pas devoir progresser de plus de 6 % en 1967.

Le ralentissement de la consommation pendant les trois premiers trimestres de l'année, plus important que ne le justifierait la décélération du revenu disponible net, indique que le taux d'épargne a augmenté. Et, en fait, l'accroissement des placements semi-liquides (comptes d'épargne, bons du Trésor, dépôts à terme, etc.) a atteint pendant les neuf premiers mois de 1967, presque 20 milliards de francs, contre 11 milliards pour la même période de 1966. Ce n'est que pour une partie que cette augmentation reflète un déplacement des dépôts bancaires à vue vers les comptes d'épargne et les dépôts à terme. Pour l'essentiel, l'explication du phénomène semble résider dans l'augmentation de l'épargne de précaution de certaines catégories de salariés, reliée aux appréhensions qu'a pu faire naître la montée du chômage. D'autres facteurs ont pu agir dans le même sens; un palier temporaire de saturation pour les achats de certains biens durables (postes

Tableau 2 Indicateurs de la construction résidentielle
Milliers de logements - données semestrielles

	1965		1966		1967		1966 9 mois	1967 9 mois
	I	II	I	II	I	II		
Logements autorisés :								
Secteur aidé	174,6	224,6	176,7	189,5	166,1		267,3	
Secteur non aidé	93,6	105,0	77,0	66,5	63,0		109,3	
Total	268,2	329,6	253,7	256,0	229,1		376,6	343,1
Logements terminés :								
Secteur aidé	154,8	201,6	156,5	177,9	160,0		241,9	237,8
Secteur non aidé	21,1	34,0	33,1	46,7	41,8		54,9	63,3
Total	176,0	235,6	189,6	224,6	201,8		295,8	301,1

Source : Ministère de l'Équipement et du Logement : Statistiques de la Construction - 1967.
Comptes de la Nation, 1966.

de télévision, automobiles); des charges accrues de remboursement liées à l'acquisition de logements pendant les années précédentes.

La construction résidentielle du secteur non aidé n'a pas dépassé encore ses difficultés de 1965-1966. Cependant, l'accélération au début 1967 des mises en chantier des HLM et, par la suite, les mesures substantielles prises par les Autorités dans ce domaine en vue de stimuler la conjoncture ont conduit à une reprise. Pour le premier semestre de 1967, la progression sur la même période de l'année précédente a été de 9 % pour les mises en chantier totales et de 6,5 % pour le nombre de logements achevés; ces résultats, favorisés par les facteurs déjà mentionnés, et par les conditions climatiques de l'hiver dernier, ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'année; le nombre de logements achevés a du reste marqué un fléchissement au troisième trimestre de l'année, de sorte que le rythme de progression du nombre de logements achevés pour les trois premiers trimestres de 1967 sur la même période de 1966 est tombé à 1,8 %. Pour l'ensemble de l'année, l'augmentation des investissements dans le logement au sens de la comptabilité nationale ne semble pas devoir dépasser 2,5 % (en volume) sur l'année précédente.

La progression de l'investissement productif des entreprises avait été substantielle en 1966 (environ 7 %). Elle semble avoir continué au même taux pendant la première moitié de 1967 et l'on peut prévoir le maintien de ce rythme pour l'ensemble de l'année. Cette évolution s'est reflétée aussi bien dans la production intérieure de biens d'équipement et les commandes de machines-outils que dans les importations de biens d'équipement, qui ont montré une augmentation considérable pendant les dix premiers mois de l'année (environ 15 % en valeur sur la même période de 1966). Les résultats des enquêtes de l'INSEE font penser que la production des industries d'équipement continuera d'augmenter jusqu'à la fin de l'année. Cette évolution de l'investissement, à contre courant de la situation conjoncturelle, s'explique par des facteurs assez hétérogènes. Les entreprises publiques, dont les décisions dans ce domaine n'obéissent pas à des considérations conjoncturelles, ont continué à augmenter leurs investissements à un rythme assez élevé (plus de 7 % en 1967). La sidérurgie, en fonction d'un plan de modernisation qui bénéficie de l'aide des pouvoirs publics, doit accroître ses investissements de 30 % en 1967 et de 15 % encore en 1968. Il n'en reste pas moins que les investissements productifs des entreprises privées, sidérurgie exclue, augmenteront probablement de 5 % en 1967, cependant que la proportion des entreprises dont la production est limitée par leur capacité physique était tombée en juin 1967 encore plus bas qu'en juin 1965. Pendant les premiers mois de 1967, il y avait là sans doute l'effet continué des mesures fiscales de 1966 (applicables aux commandes passées jusqu'à la fin 1966). Pour la période la plus récente, on doit penser que le lancement de nouvelles fabrications, la rationalisation et la concentration

France

technique (dont on sait qu'elle s'est accélérée sensiblement en 1967) doivent contribuer fortement à la demande présente d'investissement. Il semble d'ailleurs que du point de vue du financement des investissements, la situation des entreprises présente une légère amélioration en 1967. La réduction de la formation des stocks fait que le total des dépenses en capital augmente un peu moins vite que l'épargne brute des entreprises; et la réduction des émissions sur le marché des capitaux est plus que compensée par la très forte progression des crédits bancaires.

Tableau 3 Compte des entreprises non financières
Valeurs courantes; chiffres absolus et accroissement en pourcentage
En millions de francs

	1966		1967 Estimations actuelles		1968 Prévisions	
		%		%		%
COMPTE D'EXPLOITATION :						
<i>Ressources</i> (Production intérieure brute, subventions d'exploitation et divers)	440 129	8,2	470 127	6,8	501 907	6,8
<i>Emplois :</i>						
Salaires et cotisations sociales	183 904	8,6	198 146	7,7	215 132	8,6
Impôts indirects	84 055	9,3	90 891	8,1	97 961	7,8
Intérêts, fermages et autres charges	25 112	10,4	27 697	10,3	30 560	10,3
Résultat brut d'exploitation	147 058	6,7	153 393	4,3	158 254	3,2
COMPTE D'AFFECTION :						
<i>Ressources</i> (principalement résultat brut d'exploitation)	160 334	7,5	168 933	5,4	174 820	3,5
<i>Emplois :</i>						
Dividendes et parts	7 672	3,1	7 791	1,6	8 271	6,2
Impôts directs	8 426	2,5	9 086	7,8	9 228	1,6
Revenu brut des entrepreneurs individuels	102 990	6,7	107 096	4,0	111 845	4,4
Épargne brute	41 246	11,6	44 960	9,0	45 476	1,1
COMPTE DE CAPITAL :						
<i>Emplois :</i>						
Formation brute de capital fixe	70 193	8,3	77 197	10,0	81 749	5,9
Variation de stocks et autres opérations	4 985	—	4 462	—	4 810	7,8
<i>Ressources :</i>						
Financement de la formation de capital par les entrepreneurs individuels	5 953	0,9	6 550	10,0	6 862 _s	4,8
Épargne brute	41 246	11,5	44 960	9,0	45 476	1,1
Besoin de financement	27 979	22,4	30 149	7,8	34 221	13,5

Source : Ministère des Finances : Comptes prévisionnels de la Nation pour 1967 et principales hypothèses économiques pour 1968.

Études économiques de l'OCDE

Tableau 4 Emissions de valeurs mobilières
En milliards de Francs

	1965	1966	1966		1967	9 prem. mois 1966	mois 1967*
			I	II	I		
I Organismes publics et para-publics							
(a) Trésor public	1,00	1,50	—	1,50	1,25	0,63 ¹	2,09 ¹
(b) P et T et autoroutes	0,66	0,63	0,63	—	0,84	—	—
(c) Collectivités publiques	0,57	0,85	0,55	0,30	0,13	0,62	0,58
(d) Organismes collecteurs d'épargne	3,70	5,01	2,62	2,39	2,74	3,42	3,64
(e) Entreprises nationales	2,91	2,86	1,97	0,89	1,65	1,97	1,65
(f) Emprunts réservés aux com- pagnies d'assurances	0,46	0,44	0,04	0,40	0,20	0,21	0,46
Total I	9,30	11,29	5,81	5,48	6,81	6,85	8,42
II Entreprises du secteur concurrentiel							
(a) Actions	4,56	3,16	1,66	1,50	1,14	2,21	1,79
(b) Obligations	1,52	1,25	0,48	0,77	0,50	0,72	0,70
(c) Parts SARL ²	0,46	0,50	0,30	0,20	0,24	0,38	0,32
Total II	6,54	4,91	2,44	2,47	1,88	3,31	2,81
III Emissions étrangères	0,12	0,20	—	0,20	—	0,20	0,20
Totaux I - II	15,96	16,40	8,25	8,15	8,69	10,36	11,43
IV A déduire :							
— Amortissements	3,23	3,41					
— Émissions des sociétés d'investis- sissement	0,48	0,26					
— Divers	0,30	0,57					
Total IV	4,01	4,24					
Émissions nettes	11,95	12,16					

* Données provisoires.

1 Y compris les emprunts des P et T et autoroutes.

2 Sociétés à responsabilité limitée.

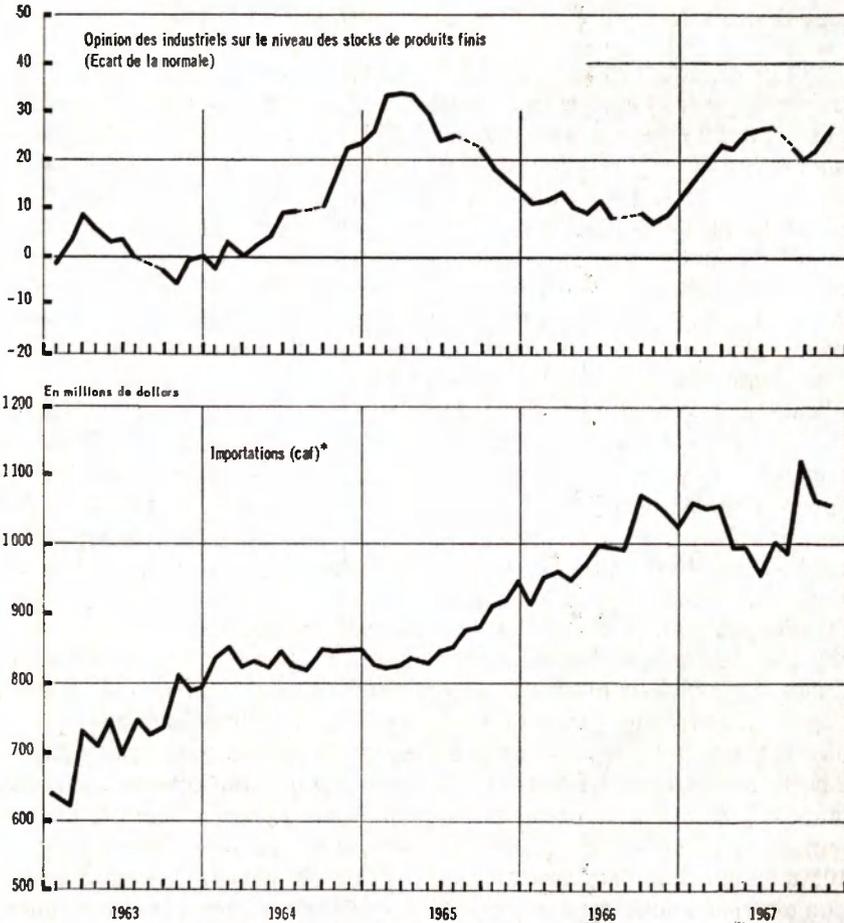
Source : Conseil National du Crédit.

On ne dispose pas d'informations chiffrées sur l'évolution de la formation des stocks en cours d'année. Il est certain qu'il a dû y avoir un accroissement important des stocks agricoles, relié à la très forte progression de la production (environ 6 %) dans ce secteur. Il y a lieu de penser, d'autre part, que les stocks ont sensiblement diminué au niveau du commerce de détail, en fonction à la fois de l'évolution de la demande finale, et de l'attente de l'extension de la TVA. Il est certain que cette situation a dû se répercuter sur l'industrie; les réponses des industriels aux enquêtes de l'INSEE reflètent

France

une augmentation continue du pourcentage de ceux qui jugent le niveau des stocks supérieurs à la normale de novembre 1966 à juillet 1967; une amélioration notée en septembre a été suivie d'un nouveau gonflement des

Graphique 4 Stocks des produits finis et importations



* Séries corrigées des variations saisonnières.

Sources : OCDE, Principaux indicateurs économiques; INSEE, Études et conjoncture.

stocks en octobre, qui s'est maintenu en novembre. Il est donc probable que les trois premiers trimestres de 1967 ont été marqués par l'effort de l'industrie de ramener les stocks à un niveau jugé plus normal eu égard à l'état de la demande finale. Pour l'ensemble de l'année, les prévisions officielles correspondent à une réduction de la formation totale des stocks relativement à l'année précédente, ce qui, compte tenu des stocks agricoles, équivaut à une diminution sensible de la formation des stocks de l'industrie et du commerce. Il se peut toutefois que cette estimation soit encore optimiste si l'on tient, en plus, compte des stocks de matières premières importées dont la formation a dû aussi se ralentir fortement.

Les exportations, qui avaient légèrement reculé du deuxième au quatrième trimestre 1966, ont recommencé à progresser quelque peu en 1967 ; pour l'année, elles montrent une augmentation de 4,1 % sur 1966. Au premier semestre 1967, la France a été affectée plus que d'autres pays par l'évolution de la conjoncture en Allemagne ; pendant cette période, les exportations françaises vers l'Allemagne ont reculé de 7,4 % cependant que la diminution des importations allemandes totales était de 6,9 %. Cette réduction de la part française dans les importations allemandes a été compensée par la suite ; pour les neuf premiers mois de l'année, comparés à la même période de 1966, le recul des exportations françaises vers l'Allemagne n'était plus que de 5,4 %, cependant que le total des importations allemandes avait baissé de 6 %. L'amélioration de la part française dans d'autres marchés, et en particulier ceux des pays de l'OCDE, a fait qu'au total la France a pu maintenir, en 1967, sa part des marchés approximativement constante. La faiblesse de la demande intérieure a fortement influencé les importations ; après un plateau très élevé de septembre 1966 à mars 1967, celles-ci ont décliné rapidement jusqu'en août ; elles ont toutefois marqué un redressement de septembre à décembre. Leur progression en 1967 a été de 4,3 %. Leur ralentissement est essentiellement dû à la baisse des importations de matières premières et de semi-produits. Le déficit commercial a, en conséquence, sensiblement diminué depuis le quatrième trimestre 1966 (après ajustement saisonnier) ; sur la base fob-fob, la balance commerciale est pratiquement revenue à l'équilibre à partir du deuxième trimestre 1967. La balance des transactions non monétaires a présenté un excédent de 70 millions de dollars pendant le premier semestre en fonction des entrées de capitaux ; de plus, des recettes nettes de 105 millions de dollars imputables aux POM ont été enregistrées. La position extérieure nette des banques commerciales s'est améliorée sensiblement, indiquant des sorties importantes de fonds. Les avoirs officiels nets ont peu varié pendant le premier semestre, mais ont augmenté de nouveau pendant le troisième trimestre et, surtout en novembre, en fonction d'un afflux de fonds dû à la dévaluation de la livre sterling ; leur augmentation, pour l'ensemble de l'année, atteint 341 millions de dollars.

Tableau 5 Les comptes de la Nation
Pourcentage d'accroissement en volume

	1966		1967				1968	
	Valeur (en millions de F aux prix courants)	%	Prévisions officielles			Prévisions Secr. OCDE	Prévisions officelles	Prévisions Secr. OCDE
			I	II	III			
I RESSOURCES :								
Production intérieure brute	445 171	5,0	5,3	4,7	4,2	3,8	5,0	4,5
Importations	59 209	12,5	11,1	8,0	5,6	4,8	10,0	7,3
<i>dont</i> : pays hors zone franc	51 281	13,8	12,3		6,3	—	11,0	—
zone franc	7 928	5,4	3,7		0,7	—	3,0	—
Total	504 380	5,9	6,0	5,1	4,4		5,6	
II EMPLOIS :								
Consommation	329 341	4,5	4,9	4,4	4,0		4,2	—
<i>dont</i> : ménages	307 146	4,4	4,8	4,3	3,8	3,0	3,8	3,5
administration	19 486	4,8	5,3	5,7	6,2	4,2	9,1	4,4
institutions financières	2 709	9,4	7,7		7,0	—	9,7	—
Formation brute de capital fixe	108 486	4,9	7,2	7,2	6,9	6,4	7,0	7,1
<i>dont</i> : entreprises non financières	70 193	6,3	7,3	8,3	8,0	7,4	6,5	6,8
ménages	22 540	-2,4	4,4	2,2	1,2	2,6 ¹	5,0	4,9 ¹
administrations	15 263	10,2	11,3	10,0	10,0	10,0	12,3	12,3
institutions financières	490	7,6	6,7		6,9	—	5,6	—
Variations des stocks	4 985	1,1 ²	1,0 ¹	...	0,9 ²	0,9 ²	0,9 ²	0,9 ²
Exportations	55 594	10,5	9,2	4,7*	3,2	4,0	11,4	7,3
<i>dont</i> : pays hors zone franc	47 976	12,6	10,8		2,7	—	13,1	—
zone franc	7 618	-1,1	-0,7		6,3	—	0,7	—
Solde des utilisations de services	5 974	5,0	5,3		5,5	6,7	4,8	1,9
<i>dont</i> : pays hors zone franc	4 160	5,5	5,9		6,2	—	5,1	—
zone franc	1 814	3,9	3,9		4,1	—	4,0	—

* Plus solde des utilisations de services.

¹ Total de la construction résidentielle (ménages et entreprises).

² En % de la PIB.

NOTE. Pour 1967, les colonnes I, II, III, se réfèrent respectivement aux prévisions officielles françaises d'octobre 1966, mai 1967 et octobre 1967. Les prévisions du Secrétariat de l'OCDE pour 1967 et 1968 ont été établies en octobre 1967; il est à noter qu'elles correspondent aux définitions du système normalisé, différentes quelque peu des définitions françaises, surtout pour ce qui est de la consommation des administrations et de la FBCF des ménages.

La politique économique en 1967

L'année 1967 a été marquée par une politique économique particulièrement active. D'une part, les autorités ont pris une série de mesures de caractère conjoncturel. D'autre part, d'importantes réformes structurelles ont été introduites, qui ne pouvaient pas ne pas avoir aussi des effets sur la situation économique courante. Relativement tôt dans l'année, l'exécution du budget avait été accélérée en vue de stimuler la conjoncture et les autres moyens financiers dont dispose l'Etat avaient été employés à cette même fin. L'utilisation des crédits d'investissement par les administrations et les entreprises nationales a été intensifiée. Des fonds additionnels ont été mis à la disposition de la Caisse des Dépôts et de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales pour le financement des investissements des collectivités locales (les versements étant passés de 390 millions en 1966 à 890 millions de francs en 1967). La réglementation du « crédit-bail » (leasing) pour les achats d'équipement des entreprises a été assouplie et les conditions du crédit à la consommation ont été rendues plus libérales. En juillet, les plafonds de certains types de crédits à la construction ont été augmentés. Une nouvelle tranche de construction de HLM (6 000 logements) a été lancée, et des projets d'investissement publics (routes et télécommunications) initialement prévus pour 1968 ont été mis en exécution à partir de septembre. En même temps, l'application de certains allègements fiscaux prévus par la loi généralisant la TVA en 1968 a été avancée en 1967. Il faut encore signaler le relèvement du salaire minimum garanti le 1^{er} juillet (2,4 % à Paris, soit un peu plus que la hausse des prix intervenue depuis le dernier relèvement) accompagné d'une réduction des zones d'abattement et la décision d'un nouveau relèvement du SMIG au 1^{er} janvier 1968 ; l'allègement fiscal concernant les contribuables à faible revenu ; et l'augmentation des relèvements des fonctionnaires qui, en fonction de l'avancement des dates de sa mise en vigueur, aboutit à 4,4 % (au lieu de 4 % l'année précédente). Par contre, les augmentations des pensions et retraites ont été plus faibles que celles des années précédentes.

La nécessité de s'attaquer à certains problèmes structurels a conduit le Gouvernement à prendre au courant de l'été un grand nombre de mesures, la plupart dans le cadre des pouvoirs spéciaux qu'il avait demandés et obtenus en mai. Nombre de ces mesures, parce qu'elles sont de caractère administratif ou visent à faciliter les modifications structurelles de l'économie (favorisant les fusions et concentrations des entreprises, simplifiant l'imposition des entreprises exploitant à l'étranger, etc.), n'ont pas pu avoir d'effet conjoncturel. Parmi les autres, les plus importantes visent à obtenir l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale et des entreprises nationalisées et auront, comme telles, un effet déflationniste non négligeable. Ainsi, l'augmentation des cotisations patronales et salariales à la Sécurité sociale

France

(appliquée à partir du 1^{er} octobre 1967) et la diminution des taux de remboursement (à partir du 1^{er} novembre) correspondent à un prélèvement global net sur le secteur privé d'environ 3 milliards de F en année pleine, soit 0,6 % de la production intérieure brute, qui bien entendu ne s'exercera que sur les deux ou trois derniers mois de 1967. Les augmentations des prix doivent avoir également un effet sensible sur le pouvoir d'achat; le relèvement des tarifs des transports parisiens a une incidence de 0,8 % sur l'indice des prix à la consommation de Paris et de 0,3 % sur l'indice national; le relèvement des tarifs de la SNCF (5 % à partir du 1^{er} octobre) correspond à des recettes additionnelles de presque de 0,5 milliard de F par an (0,1 % de la PIB); les prix de l'électricité et du gaz ont été également relevés

Tabelau 6 Compte des administrations
Valeurs courantes; chiffres absolus et accroissement en pourcentage
En millions de Francs

	1966		1967		1968	
	Réalisation		Estimations actuelles		Prévisions	
I <i>Dépenses, total</i>	191 195	9,8	211 202	10,5	229 202	8,5
1 Fonctionnement et développement des services administratifs en métropole	76 732	9,8	84 016	9,5	91 225	8,6
<i>dont</i> : consommation, salaires et divers	59 862	7,3	65 163	8,9	69 989	7,4
Formation brute de capital fixe	16 870	19,3	18 853	11,8	21 236	12,6
2 Opérations de redistribution en métropole	107 453	10,7	119 826	11,5	130 302	8,7
3 Opération entre la France métropolitaine et l'extérieur	7 010	8,8	7 360	5,0	7 675	4,3
II <i>Recettes, total</i>	190 278	8,8	208 103	9,4	227 076	9,1
4 Impôts directs	31 977	4,8	35 010	9,5	37 786	7,9
5 Impôts indirects	88 166	9,6	95 366	8,2	102 416	7,4
6 Cotisations sociales	60 495	9,6	67 328	11,3	76 145	13,1
7 Autres	9 640	9,6	10 399	7,8	10 729	3,2
III <i>Solde financier du compte des administrations :</i>						
8 Recettes définitives	208 806		230 240			
9 Dépenses du comptes d'affectation	192 837		214 378			
10 Épargne (8 — 9)	15 969		15 862			
11 Formation brute de capital fixe	15 979		18 853			
12 Capacité (+) ou besoin (-) de financement (10 — 11)	-10		-2 991			

Source : Ministère des Finances : Comptes prévisionnels 1967, 1968.

à partir du 1^{er} août (de 5 % et de 1,5 % respectivement). L'augmentation du coût de la vie de juin à novembre (2,2 %) reflète déjà, mais n'épuise pas encore, les effets de ces mesures. D'un autre côté, les allocations versées aux chômeurs ont été augmentées (l'augmentation moyenne doit être proche de 15 %), mais l'effet économique de cette mesure doit être très faible. En année pleine, l'effet restrictif net de l'ensemble de ces mesures doit être de l'ordre de 1 % de la production intérieure brute.

L'appréciation de l'effet combiné des mesures conjoncturelles et des réformes structurelles sur la demande n'est pas facile. Lorsqu'on considère les dépenses du secteur public en biens et services proprement dites, leur impact expansif est incontestable. En termes de comptabilité nationale, l'accroissement du volume de la consommation des administrations¹ en 1967 sera supérieur à 4 % (contre 3,4 % en 1966); celui du volume des investissements, de 10 % (comme en 1966). Si l'on considère le budget du Gouvernement central, l'accroissement du total des dépenses effectives (qui avoisinait 11 % dans la loi de Finances pour 1967) a été d'environ 11 % pendant les onze premiers mois de l'année. Pour une partie, c'était là l'effet de l'accélération des dépenses décidée par le Gouvernement tôt dans l'année. Mais d'autres mesures intervenues entre temps (et notamment la décision d'anticiper sur certaines dépenses en capital prévues pour 1968) ont maintenu un fort rythme d'accroissement des dépenses tout au long de 1967. Les recettes fiscales, par contre, dont la progression prévue était de 10,5 %, n'ont augmenté que de 6 % environ pendant les onze premiers mois. D'autre part, comme il a été dit plus haut, les mesures non proprement budgétaires devraient aboutir à un effet restrictif net, en année pleine, de l'ordre peut-être de 1 % de la production intérieure brute. Cependant, cet effet ne s'est fait sentir que très partiellement en 1967, tandis que, d'autre part, l'effet expansif du budget découlant de mesures discrétionnaires — accélération ou anticipation de dépenses, application avancée d'allègements fiscaux — qui porte lui aussi surtout sur la deuxième partie de l'année, est assez important. Le résultat net de l'ensemble des mesures budgétaires et extra-budgétaires semble devoir être pour 1967 une addition d'environ 1,5 milliard de francs à la demande globale, localisée surtout au deuxième semestre de l'année — soit en termes annuels environ 0,5 % de la production intérieure brute. L'image en 1968 risque d'être assez différente (voir plus bas).

La politique du crédit pratiquée en 1967 a été libérale. Les dernières restrictions subsistant depuis la période d'encadrement du crédit ont été supprimées; les taux du marché monétaire, constamment ajustés sur ceux

1 D'après les définitions du système normalisé. Voir note du tableau A de l'Annexe Statistique.

France

Tableau 7 Exécution de la loi de finances et opérations du Trésor
En milliards de francs

	1966	Neuf mois	
		1966	1967
CHARGES :			
1 Solde des opérations de caractère définitif	3,75	2,92	-0,05
<i>dont</i> : budget de l'année en cours	6,41	4,12	2,77
budget de l'année précédente	-1,71	-1,71	-3,43
budget de l'exercice suivant	-1,13	—	—
comptes d'affectation spéciale	0,18	0,51	0,61
2 Solde des opérations de caractère temporaire	-5,78	-5,90	-8,59
3 (= 1 + 2) Solde d'exécution de la Loi de finance	-2,03	-2,98	-8,64
4 Amortissement de la dette publique	-2,08	-1,35	-0,95
5 (= 3 + 4) Charge du Trésor	-4,11	-4,33	-9,59
RESSOURCES :			
1 Emprunts	-3,38	-1,29	9,59
<i>dont</i> : émissions d'emprunts dans le public	1,50	—	1,25
bons du Trésor placés auprès des institutions	-6,17	-3,25	7,99
bons sur formule	-0,50	-0,32	0,08
avances de la Banque de France	-1,75	2,46	0,58
opérations relatives aux emprunts	0,04	-0,18	-0,31
2 Correspondants du Trésor	5,71	3,28	-0,74
<i>dont</i> : services de l'État dotés d'un budget annexe	3,32	1,79	1,47
établissements publics et semi-publics	1,64	1,84	-2,21
autres correspondants	0,75	0,35	—
3 Autres recettes ¹	1,76	2,34	0,74

¹ Solde des comptes des instituts d'émission de la zone franc et des mouvements des encaisses et fonds en route.

Sources : Bulletin mensuel de statistiques, Statistiques et études financières.

des principales places étrangères afin d'empêcher les mouvements de capitaux à court terme, ne se sont appliqués qu'à des montants marginaux de recours, l'essentiel du refinancement du crédit bancaire par la Banque de France se faisant au taux d'escompte. On aurait pu craindre que l'introduction du système des réserves obligatoires ne provoque un resserrement brutal de la liquidité des banques. En fait, grâce à la mise en place progressive du nouveau système, ce risque a pu être évité. Les taux d'intérêt à court terme s'étaient sensiblement détendus jusqu'à septembre 1967 mais semblent se raffermir depuis. Les taux à long terme restent aux niveaux les plus élevés atteints depuis plusieurs années.

L'accroissement de la masse monétaire s'est ralenti pendant les neuf premiers mois de 1967 (2,4 % contre 4,3 % pour la même période de 1966).

Tableau 8 Bilan consolidé du système bancaire
En milliards de Francs

	1965	1966	1966				1967		
			I	II	III	IV	I	II	III
A SÉRIE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE <i>(Variation en cours de période)</i>									
1 Disponibilités monétaires	15,23	13,52	-1,63	6,50	2,65	6,00	-2,38	6,42	0,60
2 Disponibilités quasi-monétaires	2,77	5,38	2,12	0,56	1,27	1,43	2,05	1,11	8,27
Total	18,00	18,90	0,49	7,06	3,92	7,43	-0,33	7,53	8,87
<i>Contreparties :</i>									
3 Or et devises	3,33	1,83	0,54	1,43	0,65	-0,79	-0,02	-0,19	0,37
4 Créances sur l'État	1,24	0,99	1,44	2,36	-0,38	-2,43	2,01	0,13	3,18
5 Crédit bancaire	12,04	15,09	-3,40	3,71	4,51	10,27	-1,55	7,06	6,31
6 Divers	1,39	0,99	1,91	-0,44	-0,86	0,38	-0,77	0,53	-0,99
B DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES									
(a) <i>Variations en cours de période :</i>									
— Disponibilités monétaires	14,91	13,51	3,59	5,48	2,16	2,28	2,94	4,94	
— Crédit bancaire	11,25	16,66	2,38	3,00	5,41	3,87	3,16	7,99	
(b) <i>Variations en % en cours de période :</i>									
— Disponibilités monétaires	9,4	7,8	2,1	3,1	1,2	1,2	1,6	2,6	
— Crédit bancaire	10,7	11,6	2,0	2,5	4,5	3,0	2,4	6,0	

Sources : INSEE, Bulletin mensuel de statistiques.

France

Pendant la même période, la demande de crédit est restée forte; la progression du total des crédits à l'économie a été de 8,7 % contre 4 % en 1966. Vu le contexte conjoncturel, cette évolution peut paraître surprenante; il est possible qu'elle corresponde, d'une part aux besoins accrus de financement des stocks, d'autre part à l'expansion en cours de l'investissement fixe. Le Trésor a également joué un rôle expansionniste. Les charges du Trésor sont passées de 4,3 milliards pendant les neuf premiers mois de 1966 à 9,6 milliards pour la même période de 1967; le recours au système bancaire, pratiquement négligeable en 1966, a été important pendant les neuf premiers mois de 1967. D'autre part, le secteur extérieur, qui avait fortement contribué à l'expansion de l'offre de monnaie pendant la majeure partie de 1966, a joué un rôle beaucoup moins important en 1967. L'épargne liquide a continué de progresser. Le marché des capitaux est resté déprimé jusqu'à l'été, les émissions d'actions continuant à décliner fortement. Une forte reprise de la Bourse en août et septembre a été suivie par une nouvelle phase de faiblesse.

Tableau 9 Crédits à l'économie
Variations, en milliards de francs

	1964	1965	1966	1 ^{er} semestre	
				1966	1967
TOTAL GÉNÉRAL	26,53	27,54	34,96	11,71	16,27
I DURÉE :					
Court terme (mobilisable ou non)	8,50	10,22	14,45	5,04	6,64
Moyen terme mobilisable	3,62	3,26	4,34	-0,14	1,27
Moyen ou long terme non mobilisable	14,41	14,06	16,17	6,81	8,36
II ORGANISMES DISTRIBUTEURS :					
Banques	10,82	12,93	16,94	3,80	7,69
Banques de France	0,01	—	—	0,02	0,03
Organismes spécialisés et Trésor public	14,71	13,54	16,36	6,76	7,45
Établissements financiers	0,99	1,07	1,66	1,13	1,10
III BÉNÉFICIAIRES :					
Agriculture	4,70	4,49	4,39	0,11	0,45
Entreprises industrielles et commerciales	11,21	10,01	14,71	4,85	7,38
Construction	8,58	9,81	11,21	5,15	6,36
Ventes à tempérament	0,66	0,49	1,32	1,02	1,00
Bénéficiaires non recensés	1,38	2,74	3,33	0,58	1,08

Source : Conseil National du Crédit.

II LES PERSPECTIVES POUR 1968

La détérioration constante de la situation conjoncturelle a incité les services compétents français à réviser substantiellement en baisse à deux reprises (mai et septembre 1967) les prévisions initiales sur les comptes de 1967 formulées en octobre 1966 (cf. tableau 5). Cependant, même les révisions les plus récentes semblent optimistes, particulièrement pour ce qui est de la consommation privée. La progression de celle-ci n'aura pas, probablement, dépassé sensiblement 3% en 1967, limitant ainsi l'augmentation de la production intérieure brute à 3,5-4% (contre presque 5% en 1966).

Il semble peu douteux que la dégradation de la situation s'est arrêtée depuis quelques mois. La plupart des indicateurs conjoncturels s'améliorent depuis l'été : l'augmentation du chômage est beaucoup plus lente, la production industrielle s'est redressée, les importations, très fortes de septembre à novembre, témoignent d'une certaine reprise de la demande intérieure. Cependant, ces signes, compte tenu aussi de la concentration de l'effet expansionniste du secteur public sur la dernière partie de l'année et de l'amélioration attendue de la demande internationale, n'annoncent jusqu'ici que le début d'une reprise qui ne saurait modifier essentiellement les résultats de 1967 et dont la continuation et l'amplification en 1968 dépendent de beaucoup de facteurs, dont quelques-uns fortement incertains.

Pour la fin de 1967 et le début de 1968, on peut s'attendre à un effet de réamorçage provenant des exportations; en partie du reste, ce processus semble en cours depuis septembre. Plusieurs considérations, cependant, incitent à limiter l'importance de cet effet. D'une part, la récente dévaluation de la livre sterling et de certaines autres monnaies pourra affecter, quoique à un degré assez modeste, aussi bien les exportations que les importations françaises. En deuxième lieu, l'accélération actuellement prévisible de la demande mondiale de 1967 à 1968 ne semble pas devoir être très forte. Compte tenu de leur structure géographique et en particulier de la reprise des importations allemandes, les exportations françaises pourraient progresser de 7,5% en 1968. L'effet direct d'un tel accroissement des exportations sur la demande globale serait de l'ordre de 1% de la PIB en 1968. Cependant, par rapport au niveau bas de 1967, les importations aussi devraient augmenter très sensiblement; on peut estimer cette augmentation à 7,5% pour l'année 1968. Le changement net de la balance commerciale, en année pleine, ne pourrait pas être très différent de 0,1% de la PIB, et sera du reste probablement neutralisé par la détérioration des autres postes de la balance courante. Les prévisions officielles françaises, avec des pourcentages d'augmentation supérieurs (11% et 10%, respectivement, en volume), conduisent à la même conclusion quant à l'ampleur de l'amélioration de la demande extérieure nette.

Cependant, la reprise économique risque d'être entravée, en 1968, par l'évolution des finances du secteur public, Sécurité sociale comprise. Le projet du budget 1968 implique, en termes de comptabilité nationale, une accélération notable de la croissance des dépenses des administrations : 9 % pour la consommation et 12 % pour les investissements, en termes de volume, contre 6 % et 10 %, respectivement, en 1967¹. Mais, en fonction du ralentissement du rythme d'augmentation des dépenses de la Sécurité sociale, le total consolidé des dépenses des administrations augmentera plus lentement qu'en 1967 (8,5 % à prix courants, contre 10,5 %). D'autre part, si la progression des recettes fiscales doit se ralentir (de 8,5 % en 1967 à 7,5 % en 1968), l'ensemble des prélèvements obligatoires des administrations progressera aussi rapidement qu'en 1967 (9,4 %) à cause de l'augmentation très forte des recettes de la Sécurité sociale (voir tableau 6). Ainsi, dans les comptes publics de 1968, l'effet positif des mesures budgétaires sur la demande est plus que compensé par l'effet négatif des mesures concernant la Sécurité sociale. Le besoin net de financement global du secteur public diminuera ainsi d'environ 1 milliard d'une année à l'autre — un effet restrictif primaire de l'ordre de 0,2 % de la PIB.

La situation actuelle et prévisible du marché du travail exclut l'hypothèse d'une accélération importante de la hausse des taux de salaires; on peut au contraire se demander si la persistance d'un niveau élevé de chômage (même en l'absence d'une nouvelle détérioration) ne risque pas d'avoir, à la longue, un effet de ralentissement. D'autre part, les ménages auront à faire face à l'augmentation des cotisations à la Sécurité sociale et à la diminution relative de ses prestations, comme à la hausse assez substantielle des tarifs de plusieurs services publics. A cela viendront s'ajouter, à partir du début de 1968, les conséquences des modifications de l'imposition indirecte, qui risquent d'accélérer la hausse des prix. En effet, l'extension du système de la taxe à la valeur ajoutée aux secteurs qui n'y étaient pas soumis jusqu'à présent (essentiellement le commerce de détail) et les mesures (partiellement compensatrices) qui l'accompagnent auront comme effet net une perte de recettes fiscales pour l'État (évaluée à environ 2,5 milliards de francs), mais risquent aussi de provoquer une hausse de prix. Cela, parce que l'on peut craindre que l'alourdissement de la charge fiscale que certaines de ces mesures entraînent soit intégralement répercuté sur les prix de vente et que l'allègement qu'impliquent les autres ne le soit pas. Aussi l'hypothèse d'une hausse de prix à la consommation de 3 % en 1968 (contre 2,8 % en 1967) est qualifiée dans les prévisions officielles françaises de normative.

¹ Ces pourcentages correspondent aux définitions françaises, mais une accélération notable subsiste même lorsqu'on utilise les définitions du système normalisé; le total des dépenses de l'État à prix courants augmenterait de plus de 9 % en 1968, contre moins de 7 % en 1967.

Il est vrai que ce qui serait ainsi soustrait au revenu des ménages, serait ajouté à celui des entreprises et notamment des entrepreneurs individuels (qui sont les principaux intéressés par l'extension de la TVA) et que la diminution relative correspondante de la consommation pourrait être compensée par une augmentation de l'investissement en capital fixe ou en stocks. Mais ce déplacement de la demande effective n'est pas certain car le climat conjoncturel peut peser sur les décisions d'investir. En fin de compte, les seules causes qui pourraient amener un certain redressement de la consommation semblent être la disparition des facteurs négatifs qui ont joué jusqu'ici : arrêt de la réduction de l'emploi et de l'élévation des taux d'épargne. Dans ces conditions, la progression de la consommation privée pourrait difficilement dépasser 3,5 % en 1968.

Deux composantes de la formation de capital contribueront sans doute en 1968 plus fortement qu'en 1967 à l'expansion de la demande globale. Premièrement, la réduction du niveau des stocks dans certains secteurs importants de l'économie s'arrêtera et peut même laisser la place à une augmentation, surtout au niveau du commerce. Deuxièmement, les diverses mesures prises pour stimuler la construction résidentielle, l'augmentation modérée des crédits accordés aux HLM dans le budget 1968 et, peut-être, la fin de la crise du secteur non aidé, devraient conduire à une progression de l'investissement en logements sensiblement plus forte qu'en 1967. Pour ce qui est de l'investissement productif des entreprises, les perspectives sont plus incertaines. Les entreprises publiques doivent augmenter leurs investissements de plus de 9 % (après 7 % en 1967); et un accroissement des investissements de la sidérurgie d'environ 15 % (après 30 % en 1967) peut être également considéré comme assuré. Pour le reste — c'est-à-dire la plus grande partie de l'investissement productif — l'évolution de la conjoncture générale sera sans doute déterminante; les intentions présentes des entrepreneurs, d'après les dernières enquêtes, laissent prévoir une certaine décelération, qui pourrait évidemment s'aggraver si la reprise de l'expansion de la demande était faible ou tardive.

CONCLUSIONS

L'évolution de l'économie française au deuxième semestre 1966 et en 1967 a été indubitablement influencée par la récession en Allemagne. Cependant, celle-ci n'aurait pas suffi à produire des effets aussi considérables que l'arrêt de la croissance de la production industrielle en France pendant un an si son action n'avait pas été renforcée par le comportement de facteurs importants de la demande interne. Le principal parmi ceux-ci a été le ralentissement de la demande des consommateurs. La faible augmentation de

l'emploi pendant l'expansion de 1965-1966 a cédé la place à une réduction dès le milieu de 1966 et le rythme d'accroissement du revenu disponible des salariés a baissé en conséquence. En même temps, l'accroissement naturel de la population en âge de travailler a provoqué une montée importante du chômage, qui a dû causer des appréhensions parmi les salariés, les incitant à limiter ou ajourner certaines de leurs dépenses. Les effets du ralentissement de la consommation ont été amplifiés par la tendance du commerce à réduire le niveau des stocks. Par contre, la détérioration de la conjoncture ne semble pas avoir eu jusqu'ici de répercussions sur l'investissement productif qui a progressé en 1967 à un rythme très satisfaisant.

Les données récentes indiquent que la détérioration de la situation conjoncturelle s'est arrêtée. L'effet positif sur la demande de stocks qui peut en résulter, l'amélioration espérée de la conjoncture allemande et l'augmentation des dépenses publiques permettent de prévoir une certaine reprise de l'expansion vers la fin de l'année. Même ainsi, la croissance de la production intérieure brute en 1967 restera très probablement inférieure aux prévisions du V^e Plan et à l'expansion du potentiel productif du pays.

Sur la base des mesures économiques déjà prises et du budget adopté, il est difficile de dire si l'amélioration de la situation s'accroîtra substantiellement en 1968. La modification de la conjoncture internationale ne pourrait pas, en tout état de cause, provoquer un changement décisif de la demande extérieure nette. L'investissement fixe ne progressera au maximum qu'à un rythme analogue à celui de 1967. La demande globale nette du secteur public, Sécurité sociale comprise, doit diminuer par rapport à 1967. La consommation privée pourrait subir l'influence positive de l'arrêt de la réduction de l'emploi, mais aussi l'influence négative des prélèvements publics et parapublics accrus; et peut-être aussi d'une hausse plus forte des prix. La progression de la production intérieure brute pourrait être plus rapide qu'en 1967 mais resterait probablement encore inférieure à l'augmentation de la capacité productive de l'économie, de sorte que la marge de capacité productive inutilisée et le chômage risqueraient d'augmenter encore. Il est donc certain qu'il se pose, pour 1968, un problème important de politique conjoncturelle.

Les Autorités ont réagi assez promptement à la détérioration de la conjoncture à partir du printemps dernier et les mesures prises sur le plan budgétaire en 1967 ont apporté un soutien essentiel à la demande globale. Mais on peut craindre que les mesures visant à équilibrer les comptes de la Sécurité sociale et des entreprises nationales, souhaitables peut-être d'un point de vue structurel, ne viennent contrarier, à un moment peu propice, le mouvement de l'économie. L'impact global du secteur public sur l'économie en 1968 risquerait, en effet, d'être restrictif si les prévisions actuelles étaient réalisées, cependant que la demande pourrait bien avoir encore

besoin d'être stimulée. La réalisation d'une expansion satisfaisante étant attendue essentiellement de la reprise des exportations et des mouvements — difficilement prévisibles — des consommateurs, on peut estimer que l'attitude des Autorités est excessivement prudente dans l'état actuel des choses, caractérisé par des ressources productives inutilisées et des réserves de change relativement abondantes. Elle s'explique toutefois par la préoccupation que l'extension de la TVA ne conduise à des hausses injustifiées des prix qui pourraient entraîner des mouvements cumulatifs des prix et des salaires. La situation à cet égard sera clarifiée à la fin du premier trimestre 1968. Si, à ce moment-là, la demande reste insuffisante, cependant que le risque d'une hausse injustifiée des prix a été évité, les Autorités pourraient envisager le recours à des mesures budgétaires de stimulation, notamment par des allègements temporaires de la fiscalité. Elles ont du reste déjà déclaré leur intention d'adapter l'exécution du budget à l'évolution de la demande si le besoin s'en faisait sentir.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A Principaux agrégats de la comptabilité nationale
Système normalisé¹

	En millions de francs aux prix courants			En millions de francs aux prix constants (1959)		
	1964	1965	1966	1964	1965	1966
1 Dépenses des consommateurs en biens et services	278 078	295 543	318 697	232,0	241,2	252,6
2 Dépenses courantes de l'État en biens et services	58 747	62 396	66 658	43,8	45,4	47,0
3 Formation brute de capital fixe	90 746	100 163	108 486	83,6	83,3	90,9
<i>dont :</i>						
(i) Entreprises	78 930	86 419	92 289	73,7	72,1	77,9
État	11 816	13 744	16 197	9,9	11,2	13,0
(ii) Logements	26 783	30 919	31 781	21,4	23,4	23,4
Équipement et outillage	38 437	39 660	43 918	33,8	34,2	37,1
4 Variations des stocks	8 050	2 037	4 985	5,9	1,4	4,0
5 Exportations de biens et services y compris les revenus provenant du reste du monde	62 685	70 005	75 773	58,5	65,1	69,7
6 Moins importations de biens et services, y compris les revenus versés au reste du monde	63 068	65 423	74 069	60,8	63,0	70,0
7 Produit national brut aux prix du marché	435 238	464 721	500 530	357,1	372,0	390,2

¹ Il existe plusieurs différences entre les définitions de la comptabilité nationale française et celles du système normalisé de l'OCDE. La plus importante est l'exclusion des services de l'administration et des institutions financières du calcul de la « production intérieure brute » dans le système français. D'autre part, les variations du volume des travaux en cours dans la construction, aussi bien que les bâtiments terminés mais non vendus, sont inclus dans le poste « variations de stocks », tandis que selon le système normalisé ils font partie de l'investissement fixe. Le mode de passage entre les deux systèmes est également décrit dans la publication annuelle des comptes par l'INSEE (Études et Conjoncture). Pour une concordance détaillée, voir : « OECD Statistics of National Accounts 1960-61 », Paris, 1964, pages 233 et sq.

Source : INSEE : « Études et Conjoncture ».

Tableau B Indicateurs de l'activité économique (1960 = 100)¹

	1964	1965	1966	1965		1966				1967			
				III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
INDUSTRIE :													
1 Production industrielle (ind. général sans construction)	126	128	137	129	133	134	136	139	140	139	138	141	
(a) transformation des métaux	128	129	137	129	134	136	137	140	140	140	140	140	
(b) industries chimiques	145	158	173	159	161	163	171	178	180	180	182	195	
(c) industrie textile et chaussure	116	103	115	103	109	114	116	116	115	110	108	106	
2 Bâtiment et travaux publics	137	145	152	145	150	152	152	150	153	160	156	154	
COMMERCE INTÉRIEUR (1962 = 100) :													
3 Grands magasins	126	134	142	136	133	138	139	142	145	147	144	148	
4 Magasins populaires	121	127	131	129	132	128	130	128	130	133	137	137	
EMPLOI (Toutes activités) :													
5 Niveau des effectifs	106,0	105,6	105,6	105,7	105,5	105,2	105,5	106,0	105,7	105,4	105,4	105,2	104,7
6 Durée hebdomadaire du travail (heures)	46,7	46,4	46,6	46,5	46,5	46,6	64,4	46,7	46,7	46,5	46,2	46,1	46,1
7 Niveau d'activité	106,5	105,4	105,8	105,7	105,5	105,4	105,3	106,5	106,2	105,4	104,7	104,3	103,8
8 Offres d'emploi non satisfaites (en milliers)	45	30	38	30	32	37	38	39	40	35	31	31	31
9 Demandes d'emploi non satisfaites (en milliers)	98	132	141	140	139	133	137	147	151	163	192	215	223
10 Travailleurs permanents immigrés (en milliers)	12,8	12,7	11,0	9,9	12,3	11,4	13,3	8,7	10,5	9,6	10,8	10,6	

1 Données corrigées des variations saisonnières, pour les rubriques 1 à 9.

Source : INSEE, Bulletin mensuel de statistique; OCDE : Principaux Indicateurs Économiques; Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris : Lettre mensuelle de conjoncture.

Tableau C Prix et salaires
Moyennes mensuelles, 1960 = 100

	1963	1964	1965	1966	1965	1966				1967			
					IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
PRIX :													
1 Indice général des prix de gros	108,7	110,4	112,1	114,6	113,2	114,9	115,2	113,4	114,9	114,7	113,0	112,4	
<i>dont :</i>													
(a) produits alimentaires	113,9	114,2	117,8	120,6	118,7	121,6	121,8	118,4	120,6	120,5	120,5	117,6	
(b) produits industriels transformés	107,2	109,8	110,4	113,5	110,7	112,5	114,5	113,7	113,5	113,3	112,0	112,6	
(c) matières premières industrielles	105,5	111,9	112,9	114,9	113,2	114,4	117,1	115,1	113,7	115,4	112,2	112,2	
2 Prix agricoles à la production ¹	118,0	117,1	118,5	124,3	123,1	122,6	123,5	124,8	125,5	124,6	124,7	123,3	
3 Prix à la consommation	113,5	117,4	120,3	123,5	121,2	122,2	123,1	123,4	124,6	125,7	126,1	127,0	
<i>dont :</i>													
(a) aliments et boissons	116,3	120,5	123,3	126,7	124,2	125,5	126,5	126,6	127,2	128,2	128,6	128,4	
(b) produits manufacturés	107,7	110,3	111,6	113,1	112,2	112,5	112,8	113,3	114,1	114,5	114,6	115,2	
(c) services, moins loyers	113,1	119,7	126,3	132,6	127,1	129,3	132,1	133,9	135,1	136,8	138,7	142,7	
SALAIRES² :													
4 SMIG (Francs à l'heure)	1,844	1,894	1,975	2,055	2,00	2,05	2,05	2,05	2,10	2,10	2,10	2,15	2,15
5 Taux de salaires horaires (toutes activités privées)	127,4	136,6	145,0	153,6	149,1	151,5	153,8	155,7	155,7	157,7	160,2	162,9	164,7
6 Rémunération mensuelle nette des fonctionnaires célibataires à Paris (Indice brut 370, janvier 1963 = 100)	103,5	110,0	114,2	118,7	116,5	116,4	118,7	118,7	121,0	123,4	123,4	123,6	

1 Données corrigées des variations saisonnières.

2 Au premier du premier mois du trimestre.

Source : INSEE : Bulletin mensuel de statistique.

Tableau D Monnaie et crédit
En milliards de francs, en fin de mois

	1964	1965		1966				1967		
	déc.	sept.	déc.	mars	juin	sept.	déc.	mars	juin	sept.
DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES ET QUASI-MONÉTAIRES :										
1 Monnaie divisionnaire	1,99	2,09	2,11	2,12	2,19	2,22	2,27	2,17	2,23	2,27
2 Billets en circulation	59,54	62,26	64,17	63,48	65,27	66,16	67,63	66,69	69,04	69,46
3 Dépôts à vue	100,44	105,83	110,92	109,97	114,61	116,34	120,82	119,48	123,35	123,63
4 Total (1 à 3)	161,97	170,18	177,20	175,57	182,07	184,72	190,72	188,34	194,62	195,36
5 Dépôts à terme	12,09	13,60	13,81	15,19	14,86	15,21	15,79	16,97	17,48	21,90
6 Comptes spéciaux	5,09	5,88	6,14	6,88	7,77	8,69	9,54	10,41	11,01	14,86
7 Masse monétaire (total 4 à 6)	179,15	189,66	197,15	197,64	204,70	208,62	216,05	215,72	223,11	232,12
CONTREPARTIE DE LA MASSE MONÉTAIRE :										
8 Or et devises	28,02	30,84	31,35	31,89	33,32	33,97	33,18	33,16	32,97	33,34
9 Créances sur le Trésor Public	41,01	45,58	42,25	43,69	46,05	45,67	43,24	45,14	45,41	45,56
10 Crédits à court terme	83,60	85,99	92,17	92,41	97,00	98,54	106,00	106,61	111,90	
11 Crédits à moyen et long terme	25,40	24,50	28,87	25,23	24,43	27,32	30,13	27,43	29,65	
12 Total des crédits bancaire à l'économie	109,00	110,49	121,04	117,64	121,35	125,86	136,13	134,04	141,55	147,99
13 Divers	1,12	2,75	2,51	4,42	3,98	3,12	3,50	2,84	2,78	2,27
14 Total des contreparties(8+9+12+13)	179,15	189,66	197,15	197,64	204,70	208,62	216,05	215,72	223,11	232,12
AUTRES DONNÉES FINANCIÈRES :										
15 Crédits à moyen terme financés par les organismes spécialisés et les établissements financiers	6,58	8,54	7,47	10,28	12,02	10,82	11,48	14,36	14,32	
16 Dépôts dans les caisses d'épargne	51,95	56,25	59,05	61,66	62,65	64,53	67,98	70,20	71,13	73,53
17 Taux d'escompte officiel	4,00	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
18 Taux d'argent au jour le jour ¹	4,17	3,81	4,47	4,55	4,79	4,60	5,69	4,99	4,29	4,34

¹ Moyennes des cours d'ouverture.

Source : Conseil National du Crédit : Bulletin mensuel.

Tableau E Commerce extérieur

(i) Commerce total

En millions de dollars

	1964	1965	1966	1965	1966				1967			
				IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
I Commerce extérieur total (valeurs, moyennes mensuelles)												
1 Importations, caf ¹	839	862	990	947	977	1 020	901	1 064	1 094	1 043	907	1 089
2 Exportations, fob ¹	750	838	909	940	891	941	841	962	926	972	853	1 029
3 Balance commerciale ¹	-90	-24	-82	-7	-86	-78	-60	-102	-168	-71	-54	-60
4 Importations, caf ²	—	—	—	922	949	968	1 012	1 042	1 056	985	1 037	1 067
5 Exportations, fob ²	—	—	—	888	878	924	925	903	932	945	936	969
6 Balance commerciale ²	—	—	—	-34	-71	-44	-87	-134	-124	-40	-102	-98
II Commerce extérieur avec les pays hors de la zone franc (valeurs, moyennes mensuelles)												
1 Importations, caf ¹	701	735	859	818	848	869	784	934	956	911	798	963
2 Exportations, fob ¹	618	706	781	788	764	818	724	818	794	836	737	886
3 Balance commerciale ¹	-83	-29	-78	-84	-84	-51	-60	-116	-162	-75	-60	-77
4 Importations, caf ²	—	—	—	789	819	836	883	907	923	870	909	935
5 Exportations, fob ²	—	—	—	753	757	794	784	779	805	802	801	845
6 Balance commerciale ²	—	—	—	-36	-52	-42	-99	-128	-118	-68	-108	-90
III Indices du commerce extérieur total (1960 = 100)												
1 Indice de volume des importations	160	162	184	176	182	187	167	202	204	192	172	
2 Indice de volume des exportations	125	138	146	154	144	151	136	153	148	157	139	
IV Prix (1960 = 100)												
1 Indice de valeur moyenne des importations	100	102	103	103	103	104	103	104	102	104	100	
2 Indice de valeur moyenne des exportations	105	106	109	107	108	109	108	110	109	108	108	
3 Termes de l'échange	105	104	106	104	105	105	105	106	107	104	108	

1 Séries brutes.

2 Séries corrigées des variations saisonnières.

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

Tableau E Commerce extérieur
(ii) Répartition géographique

	Répartition en %			Taux de variation (%)			
	1964	1965	1966	1964	1965	1966	1967 (9 mois)
I IMPORTATIONS, caf, total	100,0	100,0	100,0	+15,4	+2,7	+14,9	+5,0
1 Pays OCDE	63,6	64,1	66,1	+19,7	+3,5	+18,4	+9,0
<i>dont</i> : EFTA	11,6	11,1	11,2	+10,1	-1,2	+15,1	+4,5
USA	11,3	10,5	10,1	+26,1	-4,2	+10,3	+4,8
CEE	37,4	38,8	40,9	+20,4	+6,7	+20,9	+11,7
<i>dont</i> : Allemagne	18,3	18,5	19,2	+17,4	+3,6	+19,6	+11,3
Benelux	7,8	8,3	8,7	+19,1	+9,5	+20,5	+11,2
Italie	6,3	7,0	8,0	+22,7	+14,4	+30,9	+14,1
2 Autres pays non OCDE	36,4	35,9	33,9	+8,5	+1,3	+8,6	-2,5
<i>dont</i> : Zone franc	16,3	14,8	13,3	+6,8	-6,6	+3,5	-4,5
II EXPORTATIONS, fob, total	100,0	100,0	100,0	+11,3	+11,8	+8,5	+3,1
1 Pays OCDE	66,5	68,7	69,5	+13,5	+15,6	+9,6	+ 1,8
<i>dont</i> : EFTA	16,6	15,6	14,7	+14,0	+5,0	+2,1	+6,1
USA	5,2	5,9	6,1	+12,0	+26,3	+11,1	-0,5
CEE	38,8	39,8	42,3	+12,8	+18,0	+12,0	+0,1
<i>dont</i> : Allemagne	17,4	19,3	19,3	+16,6	+24,0	+8,2	-8,2
Benelux	9,8	9,7	10,1	+19,4	+11,4	+13,3	-0,2
Italie	7,7	7,3	8,3	-7,1	+5,9	+22,7	+17,7
2 Autres pays non-OCDE	33,5	31,3	30,5	+7,2	+4,2	+5,9	+6,2
<i>dont</i> : Zone franc	17,6	15,8	14,0	+2,6	+0,2	-3,5	+4,2

Source : OCDE : Commerce total par pays.

Tableau F Balance des paiements entre la France métropolitaine
et les pays étrangers à la zone franc

(i) Règlements
En millions de dollars

	1963	1964	1965	1966
A Marchandises :				
1 Recettes	6 745	7 625	8 597	9 492
2 Dépenses	6 568	7 714	8 208	9 530
3 Solde	177	-89	388	-38
B Services :				
1 Transports et assurances	-6	13	28	45
2 Voyages	121	33	-28	11
3 Revenus du capital	51	56	85	88
4 Revenus du travail	-204	-231	-274	-331
5 Autres services privés	174	129	184	142
6 Opérations gouvernementales	71	66	56	39
7 Total	207	67	51	-6
C Prestations gratuites : (Secteurs privé et public)	127	109	79	77
(A + B + C) Balance des paiements courants	511	87	518	33
D Mouvements de capitaux non-monnaïres :				
1 Résidents, opérations à long terme	59	-76	-175	-215
2 Non-résidents, opérations à long terme	457	603	536	370
3 Secteur public	-429	-82	-249	-144
dont :				
(a) remboursements anticipés d'emprunts publics	(-281)	(-)	(-179)	(-71)
(b) autres opérations à long terme	(-149)	(-82)	(-70)	(-73)
4 Opérations à court terme du secteur privé	-72	-57	-90	-114
5 Total	15	338	21	-102
E Cession de devises par les pays d'outre-mer de la zone franc	132	261	269	253
F Opérations en cours, erreurs et omissions	-4	60	153	159
G Total des opérations non-monnaïres	654	786	962	342

Source : Ministère de l'Économie et des Finances.

Tableau F Balance des paiements entre la France métropolitaine
et les pays étrangers à la zone franc

(ii) Transactions

En millions de dollars

	1965	1966	1967 Estima tions	1966/I	1966/II	1967/I	1967/II Estima tions
				<i>Corrigés des variations saisonniers¹</i>			
1 Exportations, fob	8 765	9 435	9 900	4 715	720	4 856	5 050
2 Importations, fob	8 134	9 335	9 950	4 482	853	4 895	5 050
3 Solde	631	100	-50	233	-133	-39	—
4 Services et transferts	130	71	-50	52	19		
5 Balance des paiements courants	761	171	-100	285	-114		
				<i>Chiffres non corrigés</i>			
5 bis Balance des paiements courants				256	-85		
6 Mouvements de capitaux à long terme (non monétaires)	470	12		135	-123		
7 Cession de devises par les POM de la zone franc	269	253		154	99		
8 Capitaux privés à court terme, erreurs et omissions	-181	-94		3	-96		
9 Total des opérations non-monétaires (= 10 + 11)	962	342		548	-206	176	
<i>Variation des avoirs extérieurs nets :</i>							
10 Secteur public	708	386		447	-61	8	
<i>dont :</i>							
(a) or	977	532		320	212	-3	
(b) devises convertibles	-622	-246		42	-288	30	
(c) position nette au FMI	265	104		44	60	-72	
(d) autres	88	-4		41	-45	53	
11 Secteur bancaire	254	-44		101	-145	+168	

1 Par l'OCDE.

Sources : Mémoire français à l'OCDE et estimations approximatives du Secrétariat pour le deuxième semestre de 1967.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINE - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
191 Collins Street, MELBOURNE, 3000.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij
Belgiëlei 147, ANVERS.
Librairie des Sciences
76-78, Coudenberg, BRUXELLES 1.

CANADA

Queen's Printer - L'imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6,
KÖBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI.
TAIWAN.

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE
2, rue André-Pascal, 75 Paris-16^e
Principaux sous-dépositaires :
PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 31, quai Voltaire, 7^e
13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
33 BORDEAUX : Mollat.
38 GRENOBLE : Arthaud.
59 LILLE : Le Furet du Nord.
67 STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber, HAMBURG : Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRÈCE

LibrairieKauffmann, 28, rue du Stade, ATHÈNES-132.
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos
35, rue Sainte-Sophie, THESSALONIKI

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Emanuel Brown,
35 Allenby Road, and 48 Nahliath Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA.

Sous-Dépositaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Hoepli. NAPOLI :
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.

PALERMO : Libreria Dante. ROMA : Libreria Rizzoli,
Libreria Tombolini. TORINO : Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

KENYA

New Era Associates
Ghale House, Government Road,
P.B. 6854.

NAIROBI.

LEBANON - LIBAN

Redico
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641.
BEYROUTH.

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck
22, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,
Old Bakery Street, VALLETTA.

MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images.
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum & Zoon.
Buitenhof 36, DEN HAAG.
Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema &
Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTERDAM :
De Wester Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344)

CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)

DUNEDIN (P.O.B. 1104)

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjørnet, Akersgt. 41, OSLO 1.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENÈVE, 11
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZÜRICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E. 1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1305,
1750 Pennsylvania Ave, N. W.
WASHINGTON, D.C. 20006. Tel : (202) 298-8755.

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda F. Miranda, 52,
Edificio Galipan, CARACAS.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75 Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, 75 Paris (16^e).

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal, Paris XVI^e
Dépôt légal n° 1.697 - Janv. 1968
N° 23.474



IMPRIMÉ EN FRANCE

AUTRES PUBLICATIONS

Département des Affaires Economiques et Statistiques de l'OCDE

	Allemagne	France et Suisse	Etats- Unis	Royaume- Uni
OCDE PERSPECTIVES ECONOMIQUES				
Par numéro	DM 12,50	F 15,00	\$ 3,80	26s.
Abonnement annuel	DM 20,00	F 24,00	\$ 6,00	41s.
Amerique, Extrême-Orient (par avion)		F 32,00	\$ 7,50	55s.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES				
Par numéro	DM 5,00	F 6,00	\$ 1,50	10s.
Abonnement annuel	DM 60,00	F 72,00	\$ 18,00	120s.

STATISTIQUES DES COMPTES NATIONAUX 1956-65				
Prix	DM 18,30	F 22,00	\$ 5,50	32s.

Dans la série des études économiques

TECHNIQUES DE PREVISION ECONOMIQUE

Un exposé des méthodes de prévision économique à court terme
utilisées par les administrations publiques

Prix	DM 12,50	F 15,00	\$ 3,75	22s. 6d.
------------	----------	---------	---------	----------

LES SALAIRES ET LA MOBILITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Une étude de la relation entre l'évolution différentielle des salaires
et les structures de l'emploi

Prix	DM 29,00	F 35,00	\$ 9,00	52s. 6d.
------------	----------	---------	---------	----------

CROISSANCE ECONOMIQUE 1960-70

Perspectives en milieu d'exercice

Prix	DM 8,30	F 10,00	\$ 2,50	15s.
------------	---------	---------	---------	------

à paraître :

**LA COMPTABILITE NATIONALE TRIMESTRIELLE,
SOURCE DE DONNEES POUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE**
L'état d'avancement des travaux dans des pays de l'OCDE

OCDE

Département des affaires Economiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ETUDES ECONOMIQUES ANNUELLES *Etudes détaillées du développement économique dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays	F 3	\$ 0.80	5/6.	DM 2.50
Abonnement pour la série	F 42	\$ 10	72/.	DM 35

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCDE *une étude générale des tendances*

JUILLET ET DÉCEMBRE CHAQUE ANNÉE

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES *chaque mois les principales séries statistiques pour les pays de l'OCDE*

Prix de ces publications au verso